

Elise Marienstras
La résistance indienne aux Etats-Unis
Folio 228, Gallimard 1980, 2014

Une autre histoire	page 2
Ch 1 Image et contre-image : la réalité indienne	page 2
<i>Carte des Réserves indiennes actuelles (2007)</i>	page 6
Ch 2 La découverte mutuelle	page 7
Ch 3 Une nation contre des nations	page 11
Ch 4 Reculs et regroupements dans l'Ouest	page 15
Ch 5 La lutte pour la survie (1880-1970)	page 20
L'ère du repli : 1887-1934	page 20
Ch 6 L'identité indienne dans les années 1960 et 1970	page 21
Ch 7 Le combat pour l'identité	page 24
Epilogue, L'entrée des autochtones dans le 21 ^e siècle	page 25

Une autre histoire

L'histoire des Amérindiens lance un défi à l'historien occidental. Les chronologies habituelles, par exemple, deviennent aberrantes lorsqu'elles sont appliquées aux indigènes du « Nouveau Monde » ou dans une histoire « précolombienne » jusqu'en 1492, comme si la découverte de Christophe Colomb avait été un événement de *leur* histoire, ou comme si l'arrivée des Blancs les avait éveillés d'un long sommeil et avait provoqué dans leurs sociétés la mutation brutale qui leur aurait désormais permis de figurer dans l'ère historique ! Que dire aussi de la datation chrétienne pour des peuples dont le temps se découpe suivant les générations, les phases de la lune ou les saisons ? Et du découpage adopté par l'historiographie américaine qui divise l'histoire du continent en une période coloniale et une période nationale, sans tenir compte de la présence plurimillénaire des nations indiennes ?

Les Amérindiens paraissent exemplaires. Dans un Rapport de forces de plus en plus inégal à mesure que se développaient les Etats-Unis, ils se sont opposés avec constance au viol de leurs terres, à la violence exterminatrice, à l'anéantissement de leurs structures sociales et de leurs cultures. Ils n'ont jamais définitivement succombé devant la puissance de leurs envahisseurs, usant, selon la circonstance, d'une extraordinaire habileté à saisir les armes les plus propices : guerre, guérilla, recours légal, usage inversé de l'acculturation, ressourcement au fond de spiritualité ancestrale.

Chapitre premier

Image et contre-image : la réalité indienne

Une personnalité influente comme l'était Hugh Henry Brackenridge, écrivain et journaliste de renom installé depuis 1780 dans la ville « frontière » de Pittsburgh où les accrochages avec les Indiens étaient fréquents, accompagne son récit des Atrocités indiennes d'une leçon sur la « réalité » indienne et la juste cause des Blancs. Il écrit à son éditeur :

« Au récit ci-inclus, je joins quelques observations concernant ces animaux, vulgairement appelés Indiens (...). Ayant eu l'occasion d'apprendre à connaître le caractère de cette race d'après les actes que je lui vois journellement commettre, je crois bon de dire quelque chose au sujet de leur droit à la propriété du sol et de l'opportunité de signer des traités avec eux (...). Dans un article de 1777, j'avais déjà démontré que leur prétention à la propriété d'un immense territoire en Amérique était absurde et inadmissible (...). Sur quoi est fondée cette prétention ? Sur le droit du premier occupant. (...)

« On peut dire que l'agriculture et la mise en valeur donnent un droit de propriété sur la terre. Quel usage ce troupeau annelé, zébré, tacheté, moucheté fait-il du sol ? Le cultive-t-il ? (...) Que penseriez-vous de l'idée de vous rendre au lieu où les bêtes se rassemblent pour s'abreuver et de vous adresser au grand buffle pour le prier de vous céder un peu de terre ? (...) En ce qui concerne les traités de paix avec cette race, on peut y opposer plusieurs arguments : ils ont une forme humaine, et peut-être appartiennent-ils à l'espèce humaine, mais, dans leur état présent, ils se rapprochent plutôt du diable (...). Les tortures qu'ils pratiquent sur le corps de leurs prisonniers justifient qu'on les extermine. (...)

« Avec leur cruauté, leurs cris de guerre inarticulés, leur cannibalisme latent, les sévices que – dans tous les récits – ils font subir aux femmes et aux enfants blancs, les Indiens de l'imaginaire blanc sont la forme visible des instincts les plus bas, les plus haïssables de l'humanité, ceux que la chrétienté et la civilisation occidentale combattent sans cesse. »

Ni Dieu ni diable désormais, l'Indien revêt l'identité du noble guerrier. Le génocide, intenté sciemment à partir du milieu du siècle, prend le nom de « guerres indiennes ». La supériorité technologique des troupes américaines est oblitérée au profit de la description de l'affrontement entre combattants valeureux ; le soldat américain, quoique bientôt armé du fusil à répétition et même de la mitrailleuse (comme à Wounded Knee en 1890), ne doit sa victoire qu'à la vaillance qu'il oppose au noble chef indien entouré de ses guerriers féroces.

Alors qu'un effort certain a été fait depuis une dizaine d'années pour évacuer les stéréotypes plaqués sur les autres minorités, l'Indien reste toujours étrange parce que toujours décrit en termes de sauvagerie. (...) leur mode de vie est dit, avec la plus grande gentillesse, « simple » ; leurs habitations qualifiées de la même « simplicité », sont des « huttes » ; leur poterie est dite « assez bien faite » (pour des gens aussi simples !), leur culture est toujours nommée « coutumes » ou « mœurs » ; leurs danses sacrées sont décrites comme « sauvages » ; pour évoquer les populations semi-nomades on dit qu'elles « erraient », qu'elles « vagabondaient » ou qu'elles « parcouraient le territoire », suggérant une activité sans but ni rationalité, livrée aux seuls instincts. (...) Ils sont, pensent encore les spectateurs et les lecteurs d'aujourd'hui, les vestiges d'un monde archaïque, décadent, en voie de disparition.

Depuis quelques années cependant, un courant nouveau se dessine qui renverse l'image traditionnelle de l'Indien primitif, bestial, habité par le mal. Les ethnohistoriens envisagent les « apports » indigènes aux colons sous le terme d'« acculturation » et mettent l'accent sur l'influence réciproque des deux civilisations. (...) le monde occidental – et parfois les Indiens eux-mêmes par tactique – développent de nouveaux stéréotypes tout aussi trompeurs que les anciens. Les Indiens sont ainsi présentés comme les premiers écologistes, comme des pacifistes qui, acculés à la guerre, refusaient néanmoins de tuer, comme des démocrates ou des anarchistes modèles ou encore comme des communistes naturels. On leur prête enfin une sagesse profonde, une compréhension de l'univers qui surpasse celle de la démarche scientifique.

Toutes ces hypothèses contiennent une part de vérité ; mais elles sont falsificatrices dans la mesure où elles s'appuient sur des procédés d'exagération et de généralisation. C'est qu'elles sont les armes du combat idéologique qui se déroule de nos jours dans les sociétés occidentales en proie au doute sur elles-mêmes. Une fois de plus, comme aux siècles passés, comme à l'époque des Lumières où le bon sauvage était un outil pour la critique de la civilisation européenne, l'Indien est surtout un prétexte, une construction mentale, un reflet renvoyé par le miroir du monde symbolique des Blancs.

Tout d'abord, le continent américain et les peuples qui l'occupaient n'ont pas été découverts par Christophe Colomb. (...) S'il y a eu découverte, c'est aux migrations des ancêtres des Indiens eux-mêmes qu'il faut en restituer le mérite :

« Colomb n'a *pas* découvert l'Amérique. Est-ce qu'on peut « découvrir » un continent qui est déjà occupé par un nombre considérable de peuples, lesquels jouissent par ailleurs de cultures assez développées pour attester un certain degré de « civilisation » ?

Et pourtant, les travaux effectués depuis quelques décennies par les archéologues, des paléontologues, des anthropologues montrent que le continent n'était ni sous-peuplé, ni vierge lorsque les Européens entreprirent sa conquête. (...) Comparable à l'Europe médiévale par sa densité, le continent américain comptait, pense-t-on, une centaine de millions de personnes, dont « dix à douze » millions – et non pas « un » million comme l'ont soutenu longtemps les ethnologues les plus éminents – sur le territoire des actuels Etats-Unis.

« Indiens : le mot a été créé par nous (*les Blancs*), pas par lui. Il n'est un Indien que depuis cinq cents ans. Pendant au moins vingt-cinq mille ans, il a été un Ottawa, un Dakota, un Shoshone, un Cherokee – ou un autre des centaines de peuples qui ont occupé ce continent. »

De l'un à l'autre de ces groupes, on estime que mille à deux mille langues ont été parlées. La plupart ont échappé aux ethnolinguistes, qui en recensent, pour l'Amérique du Nord, environ deux cents. On les regroupe en une douzaine de familles (chacune aussi distincte l'une de l'autre que le sémitique de l'indo-européen), et, à l'intérieur de chaque famille, les langues diffèrent autant l'une de l'autre que l'anglais et le russe. A cette variété linguistique s'ajoutent, sans toujours concorder, une diversité de cultures, de modes de subsistance, de formes d'organisation sociale et politique.

En adoptant le cheval pour la grande chasse au bison, les tribus des Plaines ne sont pas devenues pour cela plus semblables aux Espagnols qui l'avaient importé en Amérique, non plus que semblables entre elles, bien que toutes (Sioux, Cheyennes, Arapahos ou Kiowas) aient vu leurs anciennes cultures transformées par l'introduction du cheval et des armes à feu, et aient développé une « culture du bison » différenciée. (...) Les Mohawks, par exemple, l'une des tribus iroquoises les plus acculturées, vivaient dans les années 1970 pour une grande part à Brooklyn et travaillaient à New York comme employés ou comme « charpentiers de l'acier » sur les gratte-ciels ou les ponts suspendus. Mais ils retournaient dans leurs réserves pour les grandes célébrations. Elevés, très souvent, dans les écoles de missionnaires catholiques ou protestantes, ils adhèrent toujours à la religion de la Longue maison.

Pour les Kiowas comme pour les Pawnees et pour de nombreuses autres tribus qui ont connu le déracinement, le lieu de la mémoire collective est lointain ; les religions anciennes ne survivent que dans l'évocation par les Anciens. D'autres, plus heureux, comme les Hopis, les Navajos ou les Sioux Oglalas peuvent perpétuer leur culture sur les lieux mêmes où ils vivent aujourd'hui. Mais quelle différence entre ceux-là même ! Les Sioux ont adopté le culte récent du Peyote ; les Navajos ont vu se dégrader les rituels de la peinture traditionnelle sur sable sous l'influence des touristes et des ethnologues qui les ont figés en pièces de musée, alors que les Hopis, leurs proches voisins, ont conservé vivaces (mais imités par les Navajos) les cérémonies et le symbolisme des *katchinas*.

Diversifiées par leurs anciennes cultures et par leurs conditions présentes, les tribus amérindiennes ont aussi vécu différemment la rencontre avec les Blancs. Toutes ont fini par se heurter au colonisateur, toutes en ont subi l'oppression, mais à des moments différents de leur existence, et suivant des modalités qui ont permis aux unes de résister plus longtemps et de survivre, et qui ont précipité les autres dans un déclin précoce et définitif.

Le long de la côte Atlantique, les premiers rapports entre les indigènes et les colons de furent pas toujours conflictuels. Des relations commerciales, des emprunts culturels mutuels permirent aux tribus de conserver quelque temps leur autonomie. Mais dès que l'immigration européenne s'intensifia et que les Européens commencèrent à exploiter la terre, les Amérindiens virent leurs possessions grignotées, le rapport de forces étant renversé. Dans la compétition entre puissances européennes, les Amérindiens perdirent peu à peu le rôle d'arbitres et d'auxiliaires courtisés pour se voir opprimés par toutes les parties. Dès le 18^e siècle, les tribus de la côte se virent réduites à quelques fragments de population, dans des poches exiguës.

Autour des Grands Lacs et dans les Plaines, les chevaux laissés par les premiers explorateurs espagnols avaient transformé très tôt les cultures agraires semi-nomades en une culture très mobile basée sur la chasse montée du bison. Lorsque les colons émigrèrent dans les Plaines, les tribus défendirent farouchement leurs territoires jusqu'à leur défaite finale à la fin du 19^e siècle. Cependant, elles parvinrent à maintenir l'essentiel de leurs traditions culturelles – leurs langues, leurs rites religieux, leur organisation.

En Californie, la colonisation minière s'accompagna d'emblée de la violence exterminatrice. La chasse aux Indiens, considérée comme un sport, ne laissa subsister des tribus originelles que quelques groupes dispersés et appauvris. Plus au Nord, les tribus de la côte Pacifique ne furent exposées qu'aux compagnies de commerce de la fourrure. Elles conservèrent longtemps leur indépendance, jusqu'à ce que, au 20^e siècle, la jouissance de leurs pêcheries et de leurs forêts leur soit contestée.

Certaines tribus (...) comme celles du Massachusetts parmi les premières atteintes par les colons, ont disparu sous le coup des épidémies, des guerres meurtrières ou de l'assimilation. Certaines se sont vues réduites à quelques membres, comme les Mandans qui, lors de l'épidémie de variole de 1837, passent de 1600 à 31 personnes. Pour l'ensemble du continent septentrional, sur les dix à douze millions qui avaient précédé l'immigration européenne, il ne reste que six cent mille personnes en 1800, et le recensement fédéral n'en décompte que deux cent trente mille en 1890.

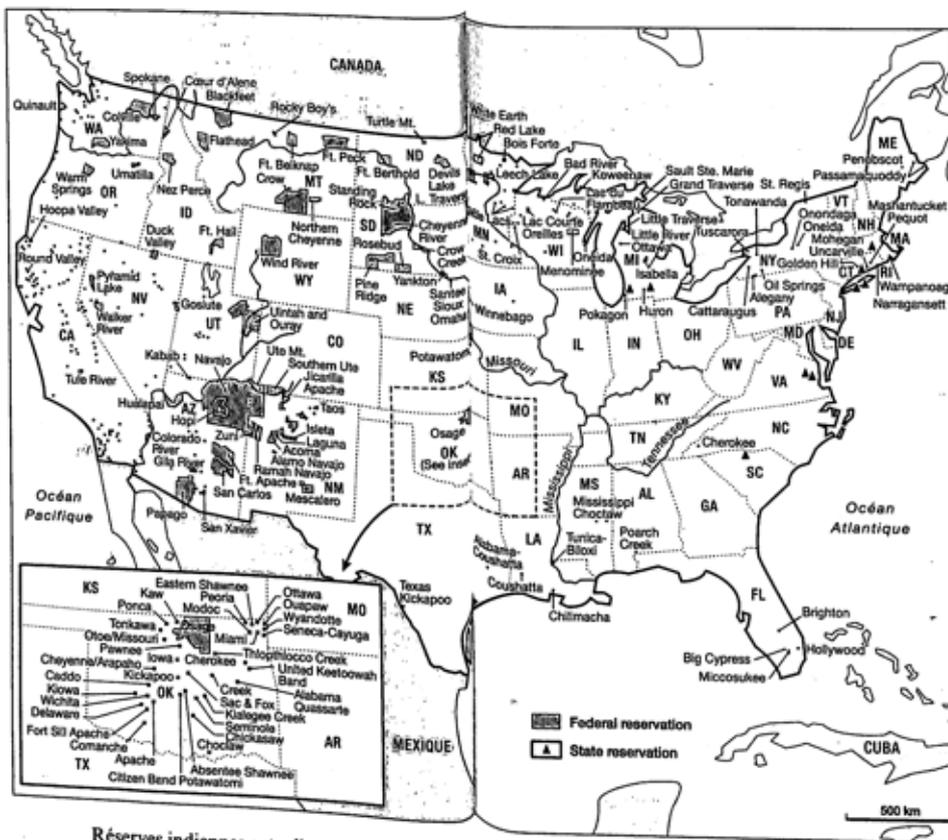
Et pourtant, en 1970, à l'issue d'une politique que l'on dit du « Vanishing Indian », on dénombre encore 467 tribus et bandes. La remontée démographique, spectaculaire depuis 1920, progresse encore grâce à un taux de natalité inégalé aux Etats-Unis. Recensés comme Indiens sur la base de leur déclaration d'appartenance, les quelques huit cent mille Amérindiens inscrits sur les registres fédéraux en 1970 ont encore une forte conscience de leur identité. (...) L'on pouvait (...) évaluer à plus d'un million, peut-être un million et demi une population dite « native » que le recensement de 2010 donnera pour dépasser le chiffre de 2,8 millions de personnes sur le territoire des Etats-Unis. A ces chiffres s'ajoutent ceux, encore moins précis, des migrants d'origine mexicaine qui revendiquent une ascendance et une culture indiennes. (...) Par-delà leurs différences intertribales, les Amérindiens s'affirment comme un peuple par opposition à la société dominante :

« Nous n'avons pas de familles "nucléaires" ; nous incluons dans la famille des proches les grands-parents, les oncles et tantes, et les cousins au premier degré. La famille étendue comprend les cousins au second degré, etc. Fondées sur la famille des proche, nos

sociétés s'organisent en clans, en bandes et finalement en nations (ou tribus). Il est clair que nos familles sont l'élément de base, l'élément clé de notre existence. »

Les militants de l'International Indian treaty Council dénoncent la stérilisation forcée (selon diverses statistiques, 24% des femmes indiennes auraient été stérilisées) comme une forme à peine déguisée de génocide. L'enlèvement des enfants indiens aux familles, en revanche, procède de la part des autorités fédérales de préoccupations sociales certaines – mais tout aussi nocives parce qu'elles témoignent de l'incompréhension profonde de la société majoritaire envers les valeurs et les structures amérindiennes. Sous prétexte de conditions sanitaires défectueuses, de logements trop exigus, ou même d'une atmosphère psychologiquement et moralement néfaste, les travailleurs sociaux déplacent les enfants des réserves et les confient à des familles blanches en mal d'adoption ou des orphelinats. (...) Les foyers sont considérés comme « insalubres » parce qu'il n'y a pas l'eau courante, ou parce que deux enfants ou plus partagent le même lit : « il n'est pas nécessaire que nos enfants aient chacun un lit, dit une mère indienne, nos enfants apprennent à partager dès le début. »

Parmi les déshérités de « l'Autre Amérique », les Amérindiens sont les plus déshérités. Les statistiques moyennes font apparaître que les Indiens ont le plus faible revenu annuel par habitant, la plus courte espérance de vie, le taux le plus élevé de morts par accidents, de maladies de la pauvreté comme la tuberculose, d'alcoolisme et d'années de prison pour les mêmes délits que ceux commis par les non-Indiens.



© 2007 Pearson Education, Inc.

La découverte mutuelle

« De la copulation fécondatrice d'Awitelin-Tsita et d'Apoyan-Tä'chu, étendus sur les eaux immenses, la vie terrestre fut conçue ; ainsi naquirent tous les êtres de la terre, les hommes et les créatures, dans la quadruple matrice du monde ». Le mythe zuni dit ensuite comment la Terre-mère repoussa le ciel et sépare les deux mondes ; comment, prévoyant le malheur, elle garda longtemps sa progéniture en son sein ; comment, enfin, elle s'associa avec le Ciel pour que « leur progéniture innombrable » s'orient dans l'espace, trouve des abris et pourvoie à sa subsistance.

Les mythes de création sont aussi nombreux que les groupes autochtones ; très diversifiés, ils ont pourtant quelques traits communs, décelables dans l'extrait ci-dessus : les humains y sont considérés comme une part de la vie diffuse dans toute la création. Si, parfois, le monde végétal et le monde animal sont présentés comme des créations annexes à l'usage de l'homme, jamais les hommes ne sont perçus comme d'essence différente. (...) leur univers comportait un équilibre démographique et écologique qui, troublé parfois par des migrations ou des conflits entre tribus, se rétablissait assez rapidement pour que, seul, un nouveau mythe conserve la trace du désordre.

L'équilibre fut rompu par l'arrivée des premiers Européens, ou du moins par les épidémies qu'ils apportèrent avec eux. D'une terre qu'ils disaient vide et vierge, mais qui était habitée et cultivée, les Européens firent une terre « veuve » et « désertique ». Plus que les premières colonies espagnoles du 16^e siècle et anglaises du 17^e, ce sont les quelques navigateurs et pêcheurs qui, dès le début du 16^e siècle, touchant momentanément les côtes pour commercer avec les « sauvages », laissèrent en héritage au nouveau continent les microbes et les virus de la variole, du choléra, de la grippe, contre lesquels eux-mêmes étaient immunisés mais qui produisirent, d'après une estimation récente, une hécatombe de 90% de la population indigène en un siècle.

L'installation des colonies anglaises, présentées généralement comme une œuvre de peuplement et de mise en valeur, apparaît plutôt comme une conquête coloniale avec les bouleversements et les destructions qu'elle provoque sur des sociétés qui avaient évolué jusqu'alors de manière autonome. (...) Les réactions prirent, dans les deux premiers siècles de l'invasion européenne, trois formes principales : la violence défensive, la négociation diplomatique et commerciale et l'utilisation par les indigènes, à leur profit, des conflits entre Européens.

Pacifiques par nature, mais surtout parce que leur tradition prêche la fraternité universelle et l'ordre cosmique et social, les Hopis acceptèrent même de se convertir au catholicisme et d'abandonner leurs rites et leurs cérémonies. (...) « Bientôt, dit la tradition, les récoltes manquèrent et la famine s'étendit sur la terre. De nombreux Hopis émigrèrent vers le Rio Grande. Dans leur désespoir, certains célébrèrent secrètement la cérémonie de l'été, la *Niman* Katchina. Quatre jours plus tard, il plut de nouveau et les Hopis furent convaincus que les cérémonies apportaient la pluie et que le christianisme des Castillas ne leur valait rien. Lentement, ils rassemblèrent leurs forces en vue de la rébellion ».

Le 11 août 1680, après quatre-vingts ans de domination incontestée, les Espagnols furent chassés de la région des Pueblos et des Hopis – en Arizona et au Nouveau-Mexique actuels. Le soulèvement mené par Popé, un *medicine-man*, originaire de Taos, est remarquable par sa violence et par le soutien presque unanime des populations indigènes. En quelques semaines, toute trace de la présence espagnole fut effacée, fait unique dans les annales des luttes indiennes en Amérique. Conjuguant leurs attaques dans toutes les régions du territoire pueblo, les résistants tuèrent que cents Espagnols et forcèrent les quelque deux mille cinq cents soldats et prêtres à se réfugier au Mexique.

Les Indiens pueblos ne jouirent de leur liberté que douze ans, après lesquels la reconquête espagnole, menée à grands frais, réinstalla les missions et le régime de l'*encomienda*. La répression fut sanglante, la politique d'anéantissement des cultures originelles reprise systématiquement. Mais le bilan de la grande révolte de 1680 ne fut pas entièrement négatif. Les Hopis, en particulier, ayant expérimenté le danger qu'il y avait pour leur survie à se laisser totalement dépersonnaliser, continuèrent à suivre secrètement leurs traditions et réussirent ainsi à préserver leur culture presque intacte au long des siècles.

Les méthodes anglaises de colonisation différaient des méthodes espagnoles. En Angleterre, depuis Elisabeth 1^{ère}, le roi autorisait, les compagnies privées organisaient et finançaient des expéditions conçues essentiellement, à l'origine, comme des entreprises commerciales devant faire des profits rapides. Le support militaire de ces premiers colons s'en trouva donc beaucoup plus faible que celui des conquérants espagnols ; la conquête militaire aurait d'ailleurs été beaucoup plus aléatoire dans des régions où les Amérindiens n'étaient pas, comme au Mexique, soumis à un pouvoir fortement centralisé qu'il avait suffi de décapiter pour se rendre maître des populations.

Au nord de la baie de Chesapeake, dans la région où abordèrent, en avril 1607, les cent soixante hommes conduits par le capitaine Newport, la population autochtone comprenait environ trente mille personnes. (...) De leur côté, peu désireux de s'abaisser aux dures tâches du défrichage, mal protégés contre un climat étranger et ignorants des techniques de chasse et de pêche que nécessitait leur nouveau milieu, les Anglais dépérirent à vue d'œil. Entre deux arrivées de provisions fraîches d'Europe, ceux qui n'avaient pas succombé à la maladie se trouvèrent totalement dépendants de la générosité indienne. Agriculteurs autant que chasseurs et pêcheurs, les Powhatans possédaient en effet, dans les greniers collectifs des villages, d'amples réserves de maïs. Ils ne mesurèrent pas leur aide aux pionniers de Jamestown dans une première période.

Plus que la gratitude et la réciprocité, la première générosité des Powhatans suscite chez John Smith et ses hommes l'avidité et l'arrogance. D'égalitaire et amical, l'échange tourne en quelques mois au marchandage accommodé de pressions et de menaces. L'hiver de 1608-1609 fut durement ressenti par les colons. Le « président » John Smith se résolut donc à partir avec une petite équipe à Pamunkey où résidait Wahunsonacock (Powhatan), non plus pour quémander, mais pour exiger son aide.

L'exemple du mariage de sa fille Pocahontas avec John Rolfe, au-delà de la légende qu'en ont tirée les Anglais, témoigne de la lucidité et de l'habileté de Wahunsonacock. En décembre 1608, pour impressionner John Smith, le chef powhatan le fit prisonnier et mit en

scène une parodie d'exécution, au cours de laquelle il ne fait aucun doute que sa fillette de douze ans, Pocahontas, qui se jeta à son cou pour épargner la vie de l'Anglais, participait, dûment chapitrée, à une comédie bien agencée. Par la suite, elle servit d'intermédiaire entre les deux groupes et d'agent de renseignements à son père. Finalement, en 1613, lorsque les relations s'étaient totalement détériorées et que Wahunsonacock, refusant d'approvisionner les Anglais, les réduisit à la famine, elle fut prise en otage par ceux-ci, en échange « des Anglais qui avaient été faits prisonniers, des armes que les indiens avaient obtenues jusque-là, et d'une grande quantité de maïs ».

Son mariage avec le veuf John Rolfe, loin d'être la conclusion d'un roman d'amour, est, une fois de plus, le signe du malentendu et de la bonne foi trompée : les Anglais la firent servir d'agent de recrutement en Angleterre, cependant que son père comptait sur cette union pour rétablir des relations politiques compromises, depuis que, sur le plan numérique et militaire, le rapport des forces entre les deux peuples s'était renversé. Son attente fut trompée ; les vexations des Anglais, perpétrées depuis les premières années de la colonie, s'intensifièrent. Passant de l'échange à la menace, au millage, à l'incendie et au meurtre, les colons de Virginie épuisèrent la patience des tribus. En 1622, Opechankanough, qui avait succédé à son frère, mena une offensive conjuguée de toute la confédération contre Jamestown. Trois cent quarante-sept Anglais furent tués. (...) Le « massacre barbare » commis par les Powhatans fournit (...) l'occasion aux colons d'abandonner définitivement toute considération pour la souveraineté, la propriété et même la vie des indigènes.

Comme en Virginie, les Amérindiens du Nord-Est du continent – les « Indiens des forêts » - Entretinrent des relations pacifiques avec les Anglais tant qu'ils purent s'imposer, soit par la force et le nombre, soit par l'aide matérielle qu'ils dispensèrent aux colons qui, sans eux, auraient succombé. (...) L'hostilité permanente entre les tribus les plus importantes de la région – Wampanoags et Naragansetts – explique sans doute en partie l'effort que firent les premiers pour gagner l'alliance des Anglais qui, d'ailleurs, par leur faible implantation initiale, se montraient peu dangereux. (...) même lorsque, en 1630 ; une nouvelle colonie, dirigée par le Puritain John Winthrop, s'établit dans la baie du Massachussets, les Amérindiens se montrèrent accueillants.

Cependant, l'attitude amicale des indigènes n'entraîne pas de contrepartie de la part des Puritains. Aussi dépendants des Indiens que les chercheurs d'aventure de Jamestown, les Pèlerins qui abordent Plymouth et les Puritains qui colonisent la baie du Massachussets sont beaucoup plus intransigeants et arrogants à l'égard des peuples qu'ils rencontrent. Ils ont un but précis : créer la Nouvelle Jérusalem au cœur du désert, et pour cela en chasser le démon sous tous ses déguisements, y compris lorsqu'il s'incarne en la personne des Indiens. Nouveau « peuple élu », les Puritains se réjouiront, en 1633-1634, lorsque la variole emportera plusieurs milliers de personnes parmi les Massachussets, faisant presque place nette du Maine au Connecticut : « Sans ce coup terrible envoyé par dieu contre les indigènes, nous aurions eu beaucoup plus de difficulté à nous faire une place et n'aurions pu acquérir de la terre qu'à un coût beaucoup plus élevé. »

Les Wampanoags, de leur côté, s'aperçurent rapidement qu'ils étaient perdants dans l'échange avec les Blancs. A mesure que le commerce de la fourrure se déplaçait vers l'Ouest, il leur devint plus difficile d'obtenir les armes et les outils européens auxquels ils

s'étaient accoutumés, le castor dont ils avaient jusque-là fait commerce se raréfiant. En outre, les colons de la Nouvelle-Angleterre – 50 000 environ au milieu du 17^e siècle – étaient désormais assez confiants dans leur avenir pour exiger des indigènes qu'ils fissent une soumission totale.

Metacom s'employa dès lors à réunir, parmi les Wampanoags et les autres petites tribus des forêts, une force suffisante pour tenir tête aux Blancs. En 1676, il commandait une armée de douze mille hommes déterminés « à risquer l'anéantissement plutôt que de subir la colonisation et la domination culturelle ». Cinquante des quatre-vingt-dix villages anglais furent attaqués, douze villages totalement détruits, un millier de colons tués. Metacom mena une campagne de plusieurs mois au cours de laquelle il réussit à gagner d'autres tribus à sa cause, avant d'être finalement mis en échec plus par la pénurie de vivres et d'armes que par les forces coloniales elles-mêmes. Metacom fut finalement capturé et tué par trahison. Pendant vingt-cinq ans, sa tête fut exposée sur la place de Plymouth.

Les rapports qu'entretenaient les Britanniques avec les Amérindiens dans les zones limitrophes des colonies britanniques et espagnoles sont des rapports de nation à nation. Les relations sont réglées par des échanges et par une diplomatie où, non seulement l'autonomie politique, mais les structures sociales et la culture des populations indigènes sont reconnues et respectées. La Pennsylvanie coloniale, en particulier, tant qu'elle reste dominée par les Quakers qui s'inspirent de la politique du fondateur William Penn, traite avec les Indiens sur un pied d'égalité et emprunte même, lors des négociations et des traités, les méthodes et les formes de la diplomatie des Iroquois.

En 1754, après l'échec de la double réunion d'Albany où les colons ne réussirent pas à adopter le Plan d'union proposé par Benjamin Franklin, et où les Six Nations ne reçurent pas les marques de l'alliance privilégiée auxquelles ils s'attendaient, les incidents qui se produisaient depuis quelques années de manière endémique tournèrent à la guerre ouverte. Nommée « French and Indian War » par les colons anglais, la guerre de Sept Ans entraîna en effet la plupart des nations indiennes de l'intérieur du continent, les divisant et semant le désarroi chez beaucoup d'entre elles. A la fin des hostilités, lorsque la France, après avoir subi défaite sur défaite, dut se retirer du continent, les Amérindiens se trouvèrent dans une situation dangereuse. Autant les tribus alliées des Britanniques que celles qui avaient fait cause commune avec le Français avaient tout à craindre des colons désormais débarrassés des entraves françaises.

Le grand réveil religieux suscité par le prophète delaware et la guérilla généralisée dite faussement « rébellion de Pontiac » sont deux aspects d'une première volonté de panindianisme qui aura des suites tout au long de l'histoire amérindienne. Dans l'hiver 1762, Neolin, un prophète delaware, eut une vision. Après maintes péripéties, il rencontra le Maître de Vie qui lui dit : « Je hais que vous buviez comme vous le faites jusqu'à en perdre la raison. Je ne veux plus que vous combattiez les uns les autres. La terre sur laquelle vous vivez, je l'ai faite pour vous et non pas pour d'autres (...). Rejetez-les. Faites-leur la guerre. Je ne les aime pas. Ils ne me connaissent pas. (...). Renvoyez-les vers les terres que j'ai faites pour eux, et qu'ils y restent. » (...) A la même époque, un autre prophète révèle une vision semblable chez les Iroquois Onondagas, préparent, écrit l'ethnologue Antony Wallace, « la voie au grand prophète seneca Handsome Lake ».

Dès 1761, les Senecas envoyaient une ceinture de *wampums* rouges (couleur de guerre) à Detroit où avaient accès les Delaware, les Shawnees, les Ottawas, les Hurons, les Chippewas et les Potawatomis, exhortant toutes ces tribus à se joindre aux Six Nations pour expulser les Anglais des forts de l'Ohio et des Grands Lacs. Le mouvement sera repris deux ans plus tard et engloba alors l'action plus ponctuelle du prestigieux chef ottawa Pontiac. Le 5 mai 1763, devant un conseil réunissant les émissaires de dix-huit nations indiennes, Pontiac démontrait que l'ennemi était Anglais et que, pour lui faire face, les Amérindiens unis s'étaient donné un chef religieux et un chef de guerre.

Les premiers mois de la « guerre de Pontiac », au printemps et dans l'été 1763, virent les succès répétés des tribus confédérées. Les forts anglais tombèrent les uns après les autres, sauf Detroit qui dut subir un siège de huit mois. La situation se retourna à la fin de l'été lorsque, sur le conseil de son adjoint, le colonel Henry Bouquet, Lords Amherst souffrît qu'on fit parvenir des couvertures infestées de microbes de la variole aux Delaware en guerre, de sorte que l'épidémie ravagea les rangs des guerriers indiens.

Malgré son échec final, la révolte eut des conséquences importantes sur l'histoire du continent. En septembre 1763, le roi George 3, dans sa fameuse Proclamation, tenta d'arrêter l'avance des colons au-delà des Appalaches, traçant une limite formelle entre les possessions coloniales et les territoires des tribus indiennes, dont il reconnaissait la souveraineté. La Proclamation de 1763, qui limitait l'ambition des colons et des spéculateurs, est une des causes principales de la révolte et de l'indépendance des colonies anglaises d'Amérique.

Chapitre 3

Une nation contre des nations

Le choix s'est offert à plusieurs reprises entre trois formes de relations avec les nations indiennes : on pouvait envisager la cohabitation dans le respect mutuel ; le partage du territoire entre les deux groupes ; la réduction des indigènes à un statut subordonné, à la fois marginal et inférieur, qui les conduirait éventuellement à la disparition finale. (...) Le plus souvent, les gouvernements ont opté pour la solution du partage, tandis que les populations blanches – colons, fermiers, négociants, spéculateurs, hommes de la milice – agissaient directement ou par voie de pression pour qu'une « solution finale » soit donnée à la question indienne.

Sachant d'expérience qu'elles plus à redouter de l'indépendance des colons américains que du maintien de l'Empire britannique, la plupart des nations amérindiennes choisirent de rester neutres dans le conflit. Certaines, comme quatre des Six Nations iroquoises, comme les Cherokees et les Creeks, s'associèrent à la cause des britanniques. Mais l'aide et la protection promises par Londres leur furent mesurées chichement et elles se trouvèrent souvent sans armes face aux terribles expéditions punitives des patriotes américains. (...) Au lendemain de la guerre, George Washington, voulant prouver la magnanimité des Américains, promet le pardon à ceux des Indiens qui avaient été « trompés » par la propagande britannique.

L'ordonnance du Nord-Ouest du 13 juillet 1787 se complète des articles de la Constitution qui règlementent le commerce avec les Indiens et instituent la pérennité des traités comme « loi suprême du pays » à l'égal de la Constitution. Elle se fonde sur un triple principe : celui de la légitimité de la propriété tribale, celui de la souveraineté des tribus sur leurs terres, et celui, enfin, de l'autonomie des tribus en tant que nations étrangères avec lesquelles le gouvernement des Etats-Unis signé traité. Ces principes, toutefois, sont violés avant même de commencer à être mis en vigueur. La propriété et la souveraineté indiennes sont bafouées par les Etats de New-York, de Virginie, des Carolines et de Georgie qui disposent des terres indiennes sises à l'intérieur des frontières qu'ils dessinent lorsqu'ils cèdent l'Ouest au gouvernement fédéral.

En 1790, Cornplanter, un chef seneca, dénonce le traité de Fort Stanwix, dans une lettre adressée au président Washington : « Frère, la voix des nations senecas s'adresse à toi, le grand conseiller dans la sagesse duquel les treize feux (*les treize Etats unis*) ont placé leur confiance. Notre voix peut sembler faible à tes oreilles, mais écoute attentivement car ce que nous avons à te dire est pour nous d'une grande importance (...). Quand nos frères sont revenus de Fort Stanwix et ont rapporté au conseil ce qui s'y était passé, notre nation a été stupéfaite de constater que vous les aviez obligés de céder une telle quantité de terres sans paiement d'aucune sorte. (...) Nous nous demandâmes l'un à l'autre : « Mais qu'avons-nous fait qui mérite un tel châtement ? »

« Frères, lorsque nous avons compris que nous avons été abusés et que vous nous avez invités à nous rendre près de votre grand feu pour y parler de paix, nous nous sommes hâtés vers vous. Vous nous avez dit que vous pouviez nous écraser et nous réduire à néant et vous nous avez demandé un grand territoire comme prix de la paix que vous nous offriez comme si notre faiblesse avait éteint nos droits. Nos chefs ont reconnu votre force et n'ont pu s'opposer à vous. »

Les Senecas n'obtinrent pas la révision du traité de Fort Stanwix, mais, jusqu'en 1794, de nouvelles confédérations indiennes se reforment dans la vallée de l'Ohio, autour des Grands Lacs et dans le Sud ; en 1790, en 1791, les armées américaines subissent de dures défaites.

Devant l'échec de sa politique au Nord-Ouest et dans la crainte que la confédération indienne ne s'étende jusqu'au Sud du continent, le gouvernement américain décide d'utiliser toutes ses forces à briser la résistance indienne. En août 1794, les 3600 soldats du général Wayne battent les 1400 guerriers de Blue Jacket à Fallen Timbers. Cette bataille et le traité de Greenville qui la suit en 1795, de même que le traité de Canandaiga signé avec les Six Nations en 1794, marquent les débuts d'une nouvelle époque. Désormais, la souveraineté indienne à l'est du Mississipi n'est reconnue qu'à l'intérieur des réserves.

Pour les tribus du Nord-Ouest, comme pour les Nations iroquoises, la vente de la plus grande partie de leurs terres et la vie dans les réserves commandent un triple processus : déperdition territoriale et démographique ; démoralisation par l'alcool et la corruption amenés par les Blancs ; dépersonnalisation par l'influence « civilisatrice » des missionnaires et des politiciens.

Mais le danger est à peine perçu que l'unité indienne se reforme : chez les Iroquois sous l'influence de Red Jacket et surtout du messianisme de Handsome Lake ; dans le Nord-Ouest avec la lutte du Shawnee Tecumseh et la prédication de son frère dit le « Prophète ». (...) Au missionnaire qui tentait de le convertir, (Red Jacket) opposa une argumentation qui fit date : « Vous avez pris notre pays, mais vous n'êtes pas encore satisfaits : vous voulez nous imposer votre religion. Vous dites que vous êtes dans le droit chemin et que nous sommes perdus. Comment savez-vous que cela est vrai ? Nous comprenons que votre religion se trouve dans un livre. Si ce livre nous avait aussi été destiné, pourquoi le Grand Esprit ne nous en aurait-il pas donné la connaissance et la capacité de le comprendre avec justesse, non seulement à nous, mais à nos ancêtres ? Nous ne le connaissons qu'à travers vos paroles. Mais comment savoir s'il faut vous croire puisque nous avons été si souvent trompés par les Blancs ? (...) nous ne cherchons pas à détruire votre religion ni à vous l'enlever. Nous voulons seulement conserver la nôtre. »

Mais (...) la pauvreté, la perte des vieux foyers, le sentiment amer de la défaite et des mensonges répétés des Blancs ont réduit les peuples iroquois à l'impuissance et au désespoir. (...) A partir de 1799, date de sa première vision, Handsome Lake, un vieil homme affaibli par la maladie et l'alcool, va, presque à lui seul, restaurer la confiance et la dignité des Iroquois. (...) En rebaptisant les héros mythiques et les vieilles divinités, Handsome Lake les a intégrés dans un système où les Senecas ont pu voir une nouvelle religion nationale. Au milieu du 19^e siècle, cette religion se donnera une Eglise, propre à cristalliser l'identité seneca face à la culture chrétienne et aux vieilles croyances dévaluées.

Au messianisme pacifique et réaliste de Handsome Lake répond, plus à l'Ouest, le messianisme révolutionnaire panindien du Shawnee Tecumseh et de son frère le « Prophète ». (...) En 1805, la propagande politique et l'action militaire de Tecumseh se doublent de la prédication de son frère Tenskwatawa qui, comme Handsome Lake chez les Iroquois, tire de ses visions les leçons de la tempérance, du courage et du refus de l'assimilation. Mais l'originalité de Tecumseh et du Prophète shawnee réside moins dans leur nativisme que dans la stratégie politique du grand chef qui « ne se contenta pas de la résistance d'une tribu ou d'un groupe de tribus aux empiètements des Blancs. Il était un Shawnee mais il se considérait d'abord comme un Indien et il combattit pour donner aux Indiens une conscience nationale plutôt que tribale. »

Tecumseh réunit d'ailleurs autour de lui autant, peut-être, de représentants de tribus diverses que de Shawnees. Dans les centres successifs où lui et son frère le Prophète s'établirent, affluèrent des disciples shawnees, ojibwas, kickapoos, delawares, wyandots, ottawas. Tecumseh rayonnait sans relâche pour tenter de convaincre les tribus de s'unir et de chasser les Blancs dans un combat soigneusement coordonné. En 1811, il assistait à un conseil de Choctaws : « L'oppression blanche doit être arrêtée avant que nous soyons totalement effacés du pays. Formons ensemble un seul corps et un seul cœur et défendons, jusqu'au dernier guerrier, notre pays, notre liberté et les tombes de nos pères ».

A la politique d'unité de Tecumseh, son principal adversaire chez les Blancs, le général Harrison, répond en usant de stratagèmes. En 1809, il profite de l'absence de Tecumseh de Prophet Town pour négocier avec d'autres chefs l'achat de trois millions

d'arpents de terre indienne en Indiana. A son retour, Tecumseh destitue les chefs fautifs et déclare la vente nulle, arguant surtout du fait que la terre indienne est un bien commun à toute la nation indienne.

Un petit groupe, sous la direction du prophète, et contre l'avis de Tecumseh, attaqua le fort de Tippecanoe où Harrison s'était retranché. Battus, les Indiens subirent des conséquences sans commune mesure avec l'affaire elle-même. Tecumseh y perdit une partie de son prestige. Les Américains grossirent l'incident. (...) Ayant échoué à former un front uni, Tecumseh céda à la tentation qui se présentait (...) s'alliant aux Britanniques. (...) Lui-même succomba et avec lui la dernière chance de former une grande union indienne combattante disparut pour longtemps.

La transformation de la nation cherokee s'accomplit, dans les premières années du 19^e siècle, avec une rapidité et une originalité étonnantes : après leur avoir opposé une certaine résistance, les dirigeants cherokees acceptent, à partir de 1800, que des missions chrétiennes s'établissent au sein du territoire tribal. Une condition est imposée : chaque mission construira d'abord une école. En 1825, douze écoles de mission fonctionnent en territoire cherokee, fréquentées aussi bien par des filles que par des garçons, les Cherokees n'ayant jamais renié la place importante réservée aux femmes dans leur tradition matrilineaire et matrilocale.

Les emprunts à la culture des Européens ne se confondent jamais avec l'identification : l'éducation dans la langue anglaise se double, par la vertu d'un seul homme, Sequoyah, de l'éducation dans la langue cherokee. De 1809 à 1821, Sequoyah s'ingénia à graver, sur des écorces, un système pictographique puis syllabique qui, en 85 signes, formera la base de l'écriture cherokee. Le système inventé était si clair et si rationnel qu'en trois ans toute la population cherokee fut alphabétisée dans sa propre langue sans qu'il fût même besoin d'écoles, chacun étant à même, muni du syllabaire, d'apprendre seul à lire en quelques jours. Le 21 février 1828, Elias Boudinot faisait paraître le premier numéro du journal *Cherokee Phoenix*.

Un système judiciaire est institué. Le code criminel interdit la justice de clan traditionnelle. La vente de terres sans l'accord du gouvernement est punie de mort. Toute une architecture institutionnelle est ainsi mise en place pour arrêter le démantèlement territorial et démographique et pour pérenniser la nation à la face du monde. (...) C'est donc en pleine légalité, non seulement cherokee, mais américaine, que les Cherokees affirment leur souveraineté.

Aidés des agents du gouvernement fédéral et des missionnaires, les Cherokees ont en effet développé en vingt ans une économie qui n'avait rien à envier à leurs voisins blancs de Georgie. En 1826, un décompte de la propriété cherokee faisait état de 22 000 têtes de bétail, 7600 chevaux, 46 000 porcins, 726 métiers à tisser, 2943 charrues, 10 scieries, 31 moulins, 62 échoppes de charrons, 18 bacs fluviaux et de nombreuses routes.

Bien armés juridiquement, les Cherokees font aussi appel devant les tribunaux. Ala Cour suprême, John Marshall leur donne partiellement raison en 1831. Considérant que la législation georgienne à l'encontre de la propriété cherokee est illégale, il modifie

cependant, par le même arrêt, le statut juridique des Cherokees et, du même coup, de toutes les nations indiennes : « On peut cependant douter que les tribus qui résident actuellement à l'intérieur des frontières reconnues des Etats-Unis puissent à bon droit être nommées nations étrangères. On peut, plus correctement, les nommer nations domestiques dépendantes. (...) Leur relations avec les Etats-Unis s'apparente à celle d'une pupille avec son tuteur. »

En 1835, une partie des Cherokees se laissa circonvenir par les agents du gouvernement fédéral et céda une grande partie du territoire ainsi que la promesse de partir. John Ross et la majorité de la Nation ne purent obtenir l'annulation du traité par le Sénat et en 1838, 15 000 Cherokees durent emprunter la route de l'Ouest. 4000 personnes environ moururent en chemin. Dans le lointain Oklahoma, la nation cherokee se reconstitua. Formant une alliance avec les autres tribus déplacées du Sud-Est, les Cherokees reconstruisirent des institutions qui leur permirent d'espérer, malgré leurs tribulations passées, des jours meilleurs. Le thème dominant des discours de John Ross, qui sera leur président pendant quarante ans, reste l'unité.

Achevée à l'aube des années 1840, la migration des nations indiennes du Sud-Est, les « Cinq tribus civilisées », vers ce que l'on considérait alors comme le « grand désert américain » consacrait la théorie de la frontière entre les deux peuples. Mais la frontière américaine est par définition une frontière mouvante. Il fallait, à la civilisation, conquérir et faire fleurir le « grand désert ». Dès que les capitaux, la technologie et la main d'œuvre le permirent, l'assaut fut donné contre le dernier bastion de la « sauvagerie », les tribus souveraines de l'Ouest.

Chapitre 4

Reculs et regroupements dans l'Ouest

En 1840, les Américains se sont approprié toutes les terres utiles du continent à l'est du Mississipi. Alors est enfin instituée une « frontière permanente » qui doit laisser le « grand désert américain » des Grandes Plaines aux Sioux, aux Arapahos, aux Potawatomis, aux Cheyennes, aux Missouriis et à de nombreuses autres tribus qui y prospèrent grâce à la chasse au grand gibier, et qui développent, autour des quelque quinze millions de bisons, une culture spécifique.

Au Sud, les « Cinq tribus civilisées » se sont vu garantir leurs nouvelles terres en Oklahoma « tant que l'herbe poussera et que les fleuves couleront ». Au Nord-Ouest, au-delà des Rocheuses, les nations indiennes qui se consacrent surtout à la pêche n'ont pas été troublées dans leur souveraineté depuis que l'expédition de Lewis et Clark a établi les premiers rapports avec elles.

Cependant, la frontière permanente se révèle vite être un leurre. En 1842, est ouverte la « Piste de l'Oregon » qui doit permettre aux pionniers de traverser les Grandes Plaines pour rejoindre le Pacifique. L'année suivante, des milliers de voyageurs envahissent les terres indiennes, polluant les rivières, saccageant les herbages, perturbant la migration du gibier. Le cycle d'agressions et de représailles s'engage à nouveau, accompagné du

cortège de traités violés, de fausses promesses, de pièges et de massacres qui se poursuivra jusqu'au-delà de la décision du Congrès, en 1871, de mettre fin à la « politique des traités », c'est-à-dire aux « guerres indiennes » jugées trop coûteuses.

Les Sioux Santees sont les premiers atteints par la grande migration vers l'Ouest de la seconde moitié du 19^e siècle. En 1851, ils sont contraints, par le traité de Traverse des Sioux, d'abandonner leurs terres du Minnesota, de l'Iowa et du Dakota. (...) La guerre qui éclata en 1862 (...) résulte essentiellement des onze années d'exactions commises par les Blancs, et les pacifistes de la tribu, comme Big Eagle lui-même, ne se déroberont pas devant le devoir de solidarité envers leurs frères Sioux.

Tant que fut appliquée la stratégie de la guérilla et de la terreur de Little Crow, les Blancs ne purent échapper au harcèlement des Sioux Santees. Sept cents Blancs furent tués dans les fermes, les agences, les postes commerciaux, et même dans les forts militaires, par des petits groupes d'une vingtaine d'hommes qui attaquaient brutalement et se retiraient avec rapidité. (...) La « guerre de Little Crow » se termina lamentablement à Wood Lake, dans la première bataille où la tactique de Little Crow fut mise en défaut : ses forces dispersées lui manquèrent lorsqu'il dut faire front à la troupe réunie des Américains. (...) Les Santees furent jugés indignes des engagements contractés par le gouvernement fédéral en 1851. Ils furent envoyés dans une réserve aride du haut Missouri et un tiers y périt de privations et de maladies dès le premier hiver.

1862, année de la guerre de Little Crow au nord des Etats-Unis, est aussi l'année où débute la « guerre des Apaches » au Sud-Ouest. Mais les Apaches, plus expérimentés du fait d'un long passé de conflits avec les Espagnols et les Mexicains, tiendront tête pendant dix ans à l'armée du gouvernement des Etats-Unis qui s'est engagé, par le traité de Guadalupe Hidalgo de 1848, à « pacifier » les Indiens des territoires passés sous sa souveraineté. Indéfectibles guérilleros, les Apaches continuent à jouer le jeu séculaire des raids et contre-raids, s'appropriant chevaux et bétail de l'ennemi pour leur subsistance, capturant les prisonniers blancs pour les échanger contre les leurs. Leurs chefs, Geronimo, Cochise, Nana, Victorio devinrent les symboles d'une résistance tenace aux troupes américaines. L'autobiographie de Geronimo relate de nombreux incidents qui montrent comment les armées américaines n'ont obtenu quelques succès contre les Apaches Chiricahuas que grâce à la ruse et à la tromperie et comment, plutôt que de chercher la paix par la négociation, les officiers ont toujours préféré la guerre à outrance.

Geronimo lui-même ne fut capturé que par trahison, puis jugé et condamné à la détention pour avoir quitté Fort Bowie lors du « massacre de la tente ». En 1872, reconnaissant l'impossibilité de réduire les Apaches par la guerre, le gouvernement américain se décida à offrir un traité véritable. Un grand nombre d'Apaches Chiricahuas acceptèrent de se laisser transférer dans des réserves en Arizona, cependant que Geronimo et sa bande se retiraient au Mexique. Ceux qui, comme Cochise, s'étaient rendus, ne l'avaient fait que sous l'empire de ce profond désespoir que Cochise exprimait en 1871.

Cochise mourut en 1874, l'année même où les Apaches reprirent la guérilla. Geronimo revint du Mexique pour les soutenir, mais la Nation Apache était alors réduite au plus extrême dénuement et les derniers résistants durent se rendre en 1886. Ils furent

déportés en Floride, puis transférés à nouveau dans l'Oklahoma où ils furent, jusqu'en 1914, considérés comme prisonniers. Avec la reddition des derniers Apaches cesse toute résistance dans le Sud-Ouest.

Plus au Nord, cependant, les Grandes Plaines restèrent jusqu'à la fin du siècle le lieu d'affrontements violents, de harcèlements et de guérillas qui suivaient l'avance des pionniers vers les Rocheuses. (...) Cheyennes, Sioux, Arapahos, Blackfeet sont les acteurs indiens des innombrables escarmouches, accrochages, embuscades, massacres et représailles qui ponctuent la résistance à l'avance progressive des colons dans les Plaines. Du côté des Américains, des corps de volontaires relaient les troupes, jamais très nombreuses, de l'armée fédérale pour assurer la « sécurité » des colons, des mineurs, des commerçants à mesure qu'ils envahissent et s'approprient les terres des Amérindiens.

De traité en traité, les exigences américaines se font plus brutales, d'abord pour le droit de passage, puis pour l'acquisition des terres et enfin pour que les nations indiennes acceptent de se laisser enfermer dans des réserves exiguës, cependant que leurs ressources en gibier – les bisons en particulier – sont systématiquement exterminées. Pour obtenir l'avantage lors des traités, les autorités américaines s'ingénient à réduire d'abord les Amérindiens à merci, généralement par le moyen d'embûches et de massacres. Le massacre des Cheyennes à Sand Creek le 24 novembre 1864 est ainsi la conséquence, pour le colonel Chivington, de sa volonté d'obliger les Indiens à se tenir dans la réserve qui leur est allouée entre la rivière Arkansas et Sand Creek.

Substitut à un traité refusé par l'armée, Sand Creek marque surtout le début de la guerre totale à laquelle se décidèrent les Cheyennes survivants qui rejoignirent le pays sioux pour continuer la lutte commune. (...) Dès le milieu du 19^e siècle, les sept tribus des Sioux Tetons, les Arapahos et les Cheyennes du Nord se montrèrent résolus à ne rien concéder aux envahisseurs : ni leurs terres, ni l'implantation de forts militaires au long des routes de l'Oregon et du Montana. La plupart d'entre eux refusèrent aussi la conversion au mode de vie rural et sédentaire dans les réserves, que voulait leur imposer le gouvernement fédéral.

Mais le flot des arpenteurs, des militaires, des mineurs continue à déferler. Bientôt, c'est le tour des Oglalas (Tetons) d'être envahis. Le chef oglala Red Cloud déclare la guerre : « Année après année, les hommes blancs ont envahi le pays des Indiens et nous ont obligés à vivre dans un petit réduit au nord de la Platte. Maintenant, ils vont nous prendre nos derniers terrains de chasse, le centre même du foyer de notre peuple. Nos femmes et nos enfants vont mourir de faim. Pour ma part, je préfère mourir en combattant que mourir de faim. »

Red Cloud, Crazy Horse et d'autres chefs oglalas, secondés par des Arapahos et des Cheyennes, menèrent, pendant plus de deux ans, une guerre incessante contre les forts militaires qui jalonnaient la route de Bozeman. A maintes reprises, les armées américaines furent mises en déroute par les guerriers indiens.

Crazy Horse anéantissait les forces américaines au Fort Kearney. D'autres batailles furent peu glorieuses pour le général Sherman qui s'était trouvé plus à l'aise dans le Sud lors de la guerre de sécession qu'en pays sioux. Au printemps 1868, les Oglalas n'acceptèrent de

signer la paix qu'après la destruction des forts militaires sur la route de Bozeman. Le traité de Fort Laramie est l'un des rares où les Indiens purent dicter leur volonté au gouvernement américain. Celui-ci renonça formellement à toute intrusion en pays sioux ; en échange, Red Cloud et les guerriers tetons déposaient les armes. Mais deux ans ne s'étaient pas écoulés que Red Cloud le regrettait amèrement (...) dès que la région de Big Horn, où chassaient les Tetons sembla receler de l'or.

Les tribus des Sioux Tetons et Yanktons, bien que traditionnellement décentralisées, s'unifièrent sous la direction de Crazy Horse et de Sitting Bull. Après l'attaque de leur campement, les Cheyennes vinrent les rejoindre. Le général Custer avait décidé de livrer la bataille décisive dans la vallée de la Little Big Horn, en juin 1876. Mais, d'après ses subordonnés, il commit faute sur faute. Il commença par désobéir aux ordres concernant son itinéraire et choisit, finalement, celui qui était le moins favorable. Puis, par négligence, il se laissa découvrir par des guerriers lakotas et perdit l'effet de surprise escompté. Enfin, il divisa ses forces, pensant envelopper les tribus indiennes ; il ne réussit qu'à isoler ses bataillons et laissa les Indiens les couper les uns des autres. Le 25 juin, les cinq compagnies qu'il avait sous son commandement furent totalement décimées. Ce 25 juin 1876, l'armée américaine connut la défaite la plus humiliante de son histoire.

Du côté des Blancs américains, cependant, la signification de Little Big Horn fut détournée à leur profit. Custer se vit glorifié à titre posthume ; ses erreurs passèrent pour les malheurs d'un guerrier intrépide, son sort fut présenté comme celui du martyr de la cause civilisée. Un faux Custer occupe les livres d'histoire. Il est vrai que la campagne de 1875-1876 se termina par la défaite des Indiens. Sitting Bull et quelques résistants réussirent à gagner le Canada. La plupart des autres Sioux et Cheyennes durent s'acheminer vers les réserves. Crazy Horse fut pourchassé jusqu'en 1877, puis, sur la promesse qu'il pourrait négocier, il se rendit à Fort Robinson. Il fut jeté en prison et tué alors qu'il se débattait. Avant de mourir, il résuma, dans son dernier discours, toute la cause indienne :

« Nous préférons notre propre mode de vie (*à celui des réserves*). Nous n'étions pas une charge, alors, pour le gouvernement. (...) Nous avons des bisons pour nous nourrir et leurs peaux pour nous couvrir et fabriquer nos tepees. Nous aimions mieux chasser que vivre dans l'oisiveté à la réserve où nous avons été conduits malgré nous. Parfois, nous ne recevions pas assez à manger, mais ils ne voulaient pas nous laisser sortir pour chasser. »

En octobre 1868, la commission de paix indienne nommée par le président déclarait : « Le temps est venu où le gouvernement devrait cesser de reconnaître les Indiens comme des "nations domestiques dépendantes" (...) ; tous les Indiens devraient être considérés et tenus individuellement comme soumis aux lois des Etats-Unis ».

En cessant de conclure des traités avec les nations indiennes, les autorités américaines entendaient priver celles-ci de l'un de leurs atouts juridiques inattaquables ; elles leur déniaient toute autre souveraineté que celle qui leur avait déjà été reconnue par d'anciens traités ; elles les forçaient dans la voie de l'assimilation à la « civilisation », c'est-à-dire qu'elles réalisaient l'agression culturelle, seule propre à abattre la résistance indienne.

Les modalités n'eurent pas à être inventées. Le système de la réserve avait déjà été pratiqué depuis le 17^e siècle en Virginie et en Nouvelle-Angleterre. Dans les années 1830, il fut officiellement pris en main par le Bureau des Affaires indiennes sur l'initiative du président Jackson. Le dernier tiers du 19^e siècle voit sa généralisation à tout l'Ouest américain, maintenant acquis à la république fédérale.

Toutes les sociétés indiennes devaient en être bouleversées : des groupes, dont le mode de vie et l'organisation sociale étaient liées à une forte mobilité et à une constante adaptation au milieu, étaient soudain immobilisés sur d'étroits territoires. Incapables désormais de se procurer leur subsistance par la voie traditionnelle, ils étaient dépendants des « rations » fournies par l'agent du BIA (Bureau des Affaires indiennes) qui, en nommant arbitrairement ses interlocuteurs privilégiés et en constituant une police indigène, imposait une transformation profonde de l'organisation socio-politique du groupe.

Ce n'était là que des préalables : le but était de transformer les anciens chasseurs et pêcheurs en agriculteurs. Et l'un des premiers moyens en était la christianisation. (...) Depuis longtemps d'ailleurs, le gouvernement fédéral s'est départi de la neutralité en matière religieuse que lui impose la séparation constitutionnelle de l'église et de l'Etat, pour encourager et financer les missions dans les réserves.

C'est alors, au plus profond de leur désespoir, que, en mars 1890, onze Sioux Tetons rapportèrent d'un long voyage dans l'Ouest chez les Paiutes la promesse de jours meilleurs. (...) Influencé tour à tour par les mormons, les presbytériens shakers et les catholiques, Wovoka emprunta au christianisme nombre de concepts et d'images. Mais il les utilisa dans une large vision millénariste de renaissance du monde aborigène et de disparition des Blancs. Par ailleurs, l'instruction forcée des enfants indiens dans les écoles des é-réserves produisit suffisamment d'analphabétisés pour que le message du prophète parcourût en quelques semaines toutes les tribus des Plaines par voie postale, et en anglais ! Paradoxalement, l'acculturation et l'américanisation des indiens facilitèrent l'expansion de ce que les agents du BIA nommèrent la Ghost Dance, et qui était une nouvelle forme de panindianisme.

Bien que ni Wovoka, ni Kicking Bear, ni aucun des prophètes que suscita la Ghost Dance ne prêchât la révolte, les missionnaires, les autorités du BIA et les militaires prirent peur devant l'« excitation » causée par la nouvelle religion. Ils ne se trompèrent pas sur sa fonction véritable : redonner aux nations indiennes, à la veille d'être anéanties, la confiance dans leur survie et la force de reconstruire leur identité.

Comme l'antique Sun dance des indiens des Plaines, la Ghost Dance fut interdite, ses adeptes privés des rations, puis jugés devant les « Tribunaux des délits indiens ». Enfin, le recours à l'armée comme moyen d'intimidation précipita les événements. Devant l'afflux des soldats, les Sioux s'enfuirent par familles entières ; Big Foot et trois cents familles de sa bande se réfugièrent près de la réserve de Pine Ridge. C'est là, à Wounded Knee, que ce vieillard mourant de pneumonie fut massacré avec plus de trois cents des siens, le 29 décembre 1890, quelques jours après le meurtre du vieux Sitting Bull à Standing Rock.

Mais Wounded Knee n'a pas mis fin à la résistance des Sioux ni des autres nations indiennes ; DE la sourde résistance religieuse menée par les adeptes du Peyote et de la native American Church, à l'action légale et à l'organisation moderne, tous les moyens ont été employés au 20^e siècle par un peuple qui n'a jamais cessé de renaître de ses cendres.

Chapitre 5

La lutte pour la survie (1880-1970)

L'ère du repli : 1887-1934

Ce que l'armée des Etats-Unis n'avait pas réussi à obtenir « bien que des milliers de vies humaines aient été sacrifiées et des centaines de milliers de dollars dépensés pour résoudre le problème indien », le vote de la « loi de lotissement général » ou Dawes Severalty Act, en 1887, a été bien près de le faire. Votée sous la pression des groupes humanitaires qui pensaient que « l'organisation des Indiens en tribus est l'un des principaux obstacles au progrès de l'Indien dans la voie de la civilisation ».

Quelques voix se sont élevées, comme celle de Helen Hunt Jackson, pour dénoncer l'« hypocrisie » des politiciens qui attribuaient aux Indiens eux-mêmes la volonté de passer de la propriété collective à la propriété individuelle. (...) La loi porta obligation à toutes les tribus, sauf à celles du territoire indien (l'Oklahoma) et aux Senecas de l'Etat de New York, de parcelliser leurs réserves à raison de 160 arpents par famille, 80 arpents pour les célibataires et 40 arpents pour les orphelins mineurs. (...) les résultats ne furent pas exactement ceux qu'escomptaient les philanthropes. Entre 1887 et 1934, la propriété indienne passa, par le truchement des « surplus » et des ventes individuelles, de 56,6 millions d'hectares à 36,4 millions. (...) Laissés en possession des terres les plus pauvres, sans l'outillage ni la formation nécessaires pour les mettre en valeur, ils se trouvèrent totalement dépendants des subsides du BIA. Et surtout, comme l'avaient pressenti les représentants des dix-neuf tribus qui s'étaient réunis dans l'Oklahoma pour refuser la loi, l'anéantissement des structures tribales leur portait un coup fatal.

En effet, les Indiens des Etats-Unis reçoivent tous la citoyenneté américaine, et, en 1934, le président Franklin Roosevelt, dans le train des mesures du New Deal, obtient du Congrès le vote de l'Indian Reorganization Act. C'est la conception d'un Arthur Parker, d'un Lewis Meriam et de toutes les organisations blanches et indiennes réformistes qui est alors adoptée par le gouvernement américain.

Le « New Deal indien » parut, à court terme, très positif : des portions importantes de territoires, « surplus » non encore aliénés de la loi de lotissement de 1887, furent rétrocédées aux tribus. Un certain nombre d'implantations industrielles furent réalisées dans les réserves et procurèrent quelques emplois. Divers organismes d'aide sanitaire, éducative et culturelle virent le jour. Néanmoins, il apparut très vite que les tares profondes de la politique indienne menée jusqu'alors n'avaient pas été combattues par le New Deal qui, au contraire, en avait aggravé certaines.

Des constitutions écrites furent fournies aux tribus, rédigées sur le modèle de la constitution américaine ; le vote majoritaire fut établi et l'élection au suffrage universel des nouveaux chefs devait pourvoir au gouvernement des réserves. Quant au développement économique, il s'avéra insuffisant pour sortir les Amérindiens de leur condition nouvelle : celle de la plus défavorisée des minorités américaines.

Dans l'été 1975, un correspondant envoya le poème suivant à *Akwasne Notes* :

Qu'est-ce qui est mort ?
Qu'est-ce qui est parti de nos vies ?
Où est le vent, et pourquoi la pluie s'en est-elle allée ?
Nos filles se peignent les lèvres en rouge
Nos fils collectionnent les pièces comme des banquiers
La vie de nos pères est morte en nous
Nous recherchons la vie facile comme le coyote
Nous recherchons les bâtisses en bois et les lits douilletts
Nous recherchons les manteaux tissés à la machine
Nos femmes meulent le blé en farine
Nos guerriers comptent les coups
Ceux-là vous ne pouvez les voler.
Nous sommes des loups, nous sommes des loups.
Au diable la pomme de terre !

La lutte des années 1960-1970 n'est pas une lutte passéiste. Elle se pose en parallèle avec le combat des minorités opprimées et des peuples colonisés. La sous-traitance dans les réserves par une main-d'œuvre sous-payée, l'appropriation ou l'exploitation des terres et des ressources des nations indiennes sont, disent les militants, le fait d'une politique néocoloniale. La stérilisation des femmes, l'adoption des enfants indiens par les familles blanches contre la volonté des tribus, le taux relativement élevé des Indiens détenus dans les prisons, traduisent une politique d'agression contre la minorité indienne.

Si les femmes indiennes se regroupent, c'est pour dénoncer le « stéréotype » qui s'attache à elles, « y compris de la part des féministes blanches qui présentent la femme indienne d'une façon négative par comparaison avec les autres femmes minoritaires ».

Chapitre 6

L'identité indienne dans les années 1960 et 1970

L'occupation de l'île d'Alcatraz en décembre 1969, celle du BIA de Washington en 1972 et le siège soutenu pendant soixante et onze jours à la réserve de Pine Ridge en 1973 furent autant de surprises pour l'opinion américaine.

« L'Américan Indian Movement a été fondé le 28 juillet 1968 à Minneapolis (Minnesota), par trois Chippewas : Dennis Bank, Clyde Bellecourt et George Mitchell. Il s'agissait d'unifier une vingtaine d'organisations indiennes dont l'action dans les ghettos indiens s'était avérée faible, sinon nulle. AIM commença par lutter contre l'injustice raciale à Minneapolis, particulièrement en matière de brutalités policières. Puis l'organisation se mit à

ouvrer pour une amélioration des conditions économiques chez les Indiens, ce qui la conduisit à s'intéresser aux réserves. En 1970, AIM était devenu un organisme de dimension nationale, soutenu par la majorité du peuple indien. »

L'Américain Indian Movement a très vite réussi à dépasser les cadres tribaux et à susciter chez ses sympathisants un nationalisme panindien. Il effraie certains par ses déclarations violentes, par ses engagements audacieux, mais beaucoup d'Amérindiens se reconnaissent en lui.

Richard Wilson, président du Conseil tribal depuis avril 1972, n'avait été élu qu'en achetant des voix. (...) Dès son élection, il se trouva en butte à une forte opposition qui fit appel à AIM à la fois pour enquêter sur les meurtres d'Indiens impunis et sur ses agissements frauduleux et ceux du commissaire du BIA à Pine Ridge. Au début de février 1973, l'Organisation pour la défense des droits v-civiques des Sioux Oglalas demanda et obtint qu'une procédure d'*impeachment* soit mise en œuvre contre Richard Wilson. C'est alors que ce dernier fit appel au FBI et à la police fédérale pour réprimer un soulèvement possible.

Les forces gouvernementales, environ deux cents policiers, dont un corps d'élite anti-émeute – le Special Operations Group, SOG -, armés de tanks, d'hélicoptères chargés de bombes, de mitrailleuses, barrèrent tout accès à la réserve de Pine Ridge et firent le siège de Wounded Knee. Les militants indiens, quelques centaines de Sioux et de membres d'AIM, entourés de la population qui participa activement à l'occupation, vécurent ces soixante et onze jours dans une exaltation grandissante à mesure que s'organisait la communauté et qu'elle recevait le soutien de sympathisants de toutes tribus : « Pour la première fois depuis des années, le peuple oglala s'est organisé selon son propre système de valeurs spirituelles et selon le mode de vie indien ancestral. Nous étions libres ! Pour la première fois, nous avons connu la liberté. Nous avons organisé notre hôpital, notre école ; nous avons eu notre propre système de défense le long de nos frontières. Des couples se sont mariés ; des enfants sont nés sur une terre libre. Soixante et onze jours durant, le peuple indien a eu le pouvoir. Hommes et femmes se côtoyaient à la cuisine, dans les bunkers et en patrouille, à l'hôpital et à l'école, et dans les négociations avec le gouvernement des Etats-Unis. Chaque habitant participait au gouvernement de la nation indépendante oglala. »

« L'American Indian Movement se définit comme une nouvelle société guerrière au service du peuple indien. Une société guerrière, cela peut prendre des sens différents. Pour les Blancs, le guerrier représente la force armée. C'est l'homme qui va au combat et qui tue pour son peuple. Le peuple indien, lui, n'a jamais engagé de tueurs. Pour les Indiens, la société des guerriers, ce sont les hommes et les femmes qui se sont donnés tout entiers à la cause de leur peuple. Un guerrier doit être le premier à avoir faim, le dernier à être nourri. (...) En Amérique, la violence, c'est celle qui est perpétrée par le gouvernement contre notre peuple. Il y a violence lorsque, dans la réserve, on prend nos femmes et qu'on les viole à l'arrière des voitures de police. Il y a violence quand nos enfants sont rendus inaptes à vivre dans une société qui leur est étrangère et quand ils y sont si perdus qu'ils se tournent vers le suicide, l'alcoolisme ou la drogue. Il y a violence lorsque le Bureau des Affaires indiennes qui est censé administrer nos terres – puisqu'on prétend que nous sommes incapables de gérer nos propres affaires – grignote chaque année 50 000 hectares de notre propriété foncière. Il

y a violence contre notre peuple lorsqu'on construit des barrages pour noyer nos terres ancestrales et ébranler les tombes des générations disparues. »

« Le Bureau a imposé un mode d'élection blanc, totalement étranger à la forme traditionnelle de gouvernement chez les Sioux, qui ont toujours nommé leurs chefs, sur la base du consensus, parmi les Anciens les plus respectés. »

Entre 1778 et 1871 (date à laquelle le Congrès décida d'abandonner la politique des traités indiens), les Etats-Unis ont signé 394 traités avec les nations et les tribus indiennes : 17 accords furent signés par la suite, dont certains, qui furent ratifiés par le Sénat, ont valeur de traités. D'un traité à l'autre, les mobiles et les objectifs variaient ; les uns réglementaient les échanges avec les tribus, d'autres concluaient la paix après une période d'hostilité ; la plupart visaient à acquérir une partie des terres indiennes, soit au profit du gouvernement fédéral, soit au bénéfice des colons. Malgré leur diversité, tous les traités ont deux caractères en commun : ils représentent un contrat entre deux parties souveraines – et reconnaissent donc (souvent explicitement) la souveraineté des tribus concernées ; et ils sont constitutionnels. L'article 6 de la Constitution les admet clairement à parité avec la loi organique.

Principal objet du conflit entre les nations indiennes et les grandes compagnies soutenues par le BIA et la Maison Blanche : les ressources énergétiques en terre indienne. Les études officielles, reproduites par les enquêtes sénatoriales, puis par le *US News and World Report* signalent : « Environ 30% du charbon à faible teneur en soufre, 30% du pétrole, 20% du gaz naturel et 90% des ressources recensées en uranium se trouvent sur les réserves indiennes. » « Dans les années 1910 et 1920, les Indiens de l'Oklahoma se sont opposés aux compagnies pétrolières. Beaucoup d'Indiens furent tués et leur terre comme le pétrole qu'elle contenait leur furent volés. Les compagnies pétrolières responsables sont maintenant parmi les plus riches des Etats-Unis. La plupart des Osages, des Choctaws, des Cherokees et des autres indiens de la région n'ont pas reçu de redevances pour ce pétrole qui, légalement, leur appartenait...Les quatre-vingt-dix-sept nations indiennes de l'Oklahoma firent au contraire les frais de l'exploitation de leur pétrole par la Philips Petroleum et la Standard Oil. »

Les Navajos et les hopis de l'Arizona et du Nouveau-Mexique, les Cheyennes et les Crows du Sud-Dakota sont aujourd'hui confrontés au même drame. (...) Les Indiens sont utilisés comme main-d'œuvre dans les mines et les entreprises de transformation. L'exemple de l'extraction d'uranium chez les Navajos est édifiant. (...) « EXXON (Standard Oil of New Jersey) a aussi une énorme concession chez les Navajos. La concession, renouvelée en 1977, s'étend sur 150 000 hectares de terre navajo. EXXON est pratiquement libre d'y faire ce qu'elle veut. Elle vient de décider d'utiliser une partie de ces terres pour y déverser les déchets d'uranium. »

C'est que les concessions en terre indienne sont beaucoup plus rentables que les autres. Par exemple, l'extraction du charbon en terre indienne se fait à ciel ouvert, avec d'immenses machines qui multiplient la productivité : à Decker Mine dans le Montana, la productivité est de 200 tonnes par homme et par jour, alors que la productivité moyenne dans les puits de charbon est de 11,91 tonnes par homme et par jour. Par ailleurs, les

emplois fournis par les mines aux Indiens restent des emplois non qualifiés ; les mines de charbon s'épuisent en vingt-cinq ou trente ans, la formation professionnelle des Indiens résidents ne serait pas rentable. On fait donc venir, pour manœuvrer les machines, une main-d'œuvre hautement qualifiée, payée 10 000 dollars par an, ce qui accentue la paupérisation relative de la population navajo, dont le revenu moyen annuel est, en 1970, de 900 dollars.

Les Indiens reçoivent 2% du prix de l'uranium extrait sur leur terre. Il en est de même pour le charbon dont les redevances ont été fixées par le Département de l'Intérieur à un minimum de 10% de la valeur à la production, indépendamment des bénéfices réalisés par les compagnies sur la vente de l'énergie.

La dernière offensive contre les Indiens vise à supprimer la base même de la souveraineté indienne. (...) La doctrine qui sous-tend les projets de lois présentés par les sénateurs Meeds, Cunningham ou Kennedy, a été énoncée par la Conférence de l'Ouest du Conseil des gouvernements d'Etats, en septembre 1977 : 1. La Constitution des Etats-Unis ne reconnaît que deux pouvoirs souverains – les Etats-Unis et les divers Etats qui sont dans leur sphère d'influence. 2. Les tribus indiennes sont des subdivisions politiques des Etats-Unis et ne peuvent donc être souveraines en leur sein. (...) La Conférence déclare donc qu'elle trouve justifiée l'opinion des Américains qui pensent que 400 ans de propriété incontestée du continent (par les Indiens) suffisent, et qu'il faut cesser cette situation. »

En outre, ce projet, comme celui que présenta Edward Kennedy sous le nom de Criminal Code Reform Act of 1977, place les réserves sous l'autorité entière des Etats, privant les Indiens du statut qui en faisait des protégés du gouvernement fédéral. (...) L'abrogation des traités est donc conçue comme le moyen de supprimer le statut particulier des Indiens et leur propriété collective, et de les ramener à la condition générale des citoyens américains.

Face à cette offensive conjuguée contre leur souveraineté, les Amérindiens réagissent avec vigueur. (...) Ils ont enfin essayé d'alerter l'opinion par des démonstrations spectaculaires comme « La Plus Longue Marche » qui se déroula de San Francisco à Washington entre les mois de février et de juillet 1978. (...) Une nouvelle alliance se forma, en avril, à Window Rock, entre des organisations indiennes d'origine géographique, culturelle et politique diversifiée.

Chapitre 7

Le combat pour l'identité

C'est sans doute Jimmie Durham, un « marxiste » indien, qui exprime le plus clairement à la fois l'antithèse entre les deux mondes – l'indien et l'occidental – et la cohérence dynamique de la pensée indienne :

« Le cercle et le carré. Nous pouvons dire que la société occidentale est divisée en carrés détachés les uns des autres. Chaque carré représente une aire de l'activité ou de la connaissance humaine. (...) Ce système peut être clair, mais ce qu'il produit et ce qu'on peut

voir dans les pays capitalisés ou socialistes d'aujourd'hui, c'est l'aliénation. Personne ne peut avoir une vue d'ensemble. (...)

« Nous voyons notre société comme un cercle. (...) C'était et c'est encore ce qui rend nos sociétés si dynamiques, si capables de changement. Lorsque de nouvelles choses arrivent dans notre cercle, elles l'élargissent. Lorsque de nouvelles choses arrivent dans la société occidentale, on ajoute un carré. (...)

« Il y a des différences importantes entre notre "religion" et les religions occidentales. La nôtre n'est pas une échappatoire. (...) Elle se réfère constamment au lieu précis où nous vivons la production ainsi qu'à notre système politique tel qu'il est constitué. (...) Bien sûr, il y a une mythologie qui évoque de nombreux êtres spirituels, mais nous ne les voyons pas de la même manière que l'Église chrétienne voit les anges, Jésus, le Saint-Esprit, etc. Ils ne nous sauvent pas et ne nous contrôlent pas. (...)

« La religion chrétienne et les religions occidentales mettent délibérément une distance entre les humains et le monde qui les entoure. Nos cérémonies existent pour éliminer cette distance. Nous sommes plus dans le monde que les autres peuples ("plus près de la nature" dit l'expression romantique), parce que notre système nous rend plus conscients du monde et de façon critique. (...)

« Dans notre système spirituel, nous avons découvert que les êtres humains, pour être réellement humains, doivent être intégrés dans leur société. Nous avons découvert également que la société n'est rien sans des êtres humains totalement personnalisés. Notre culture refuse le concept de "masses" parce qu'il connote la dépersonnalisation. Notre culture refuse également le concept de société "individualiste". "Individuel" connote la réification de la personne. Une fourmi dans notre fourmilière est un individu ; les êtres humains sont des personnes.

« Notre seule manière d'être humains est d'être Indiens », conclut Jimmie Durham. Le mouvement de résistance a gagné des tribus entières et de nombreux Indiens citadins, au-delà des militants. (...) L'urbanisation et l'acculturation présentent des risques pour l'identité collective indienne. Certains Amérindiens sont tentés par la réussite individuelle dans la société américaine et rejettent dans l'oubli leur culture passée et leurs liens tribaux. D'autres, ayant perdu le contact avec leur tribu d'origine, transfèrent leur sentiment d'appartenance dans un panindianisme vague, plus militant que fondé sur une réalité vivante.

Epilogue

L'entrée des autochtones dans le 21^e siècle

Sur le long terme, la politique, que l'on peut qualifier d'« ethnocidaire », qui visait à faire disparaître les Premières Nations pour s'établir à leur place a largement raté son objectif. (...) Avec plus de 2,8 millions de personnes autochtones sur ce territoire, les chiffres de 1960 ont plus que quadruplé. Les projections pour les populations autochtones des États-Unis, y compris l'Alaska, en 2050 sont de 8,6 millions, soit environ 2% de la projection pour l'ensemble de la population à cette date.

Est en cause, dans cet essor récent, la réforme du recensement national qui fait paraître au jour des communautés et des individus autrefois isolés et non reconnus comme

« *native* », mais aussi la volonté de nombre de tribus ou nations de profiter de la loi de 1978 (Federal Acknowledgement Process) qui permet aux communautés, sous certaines conditions, d'obtenir le statut de réserves officiellement reconnues par le gouvernement fédéral, accédant ainsi aux droits et subventions réservés aux Indiens, à une large autonomie et à une forme de souveraineté.

La conjonction des luttes des Peuples premiers sur la planète et des résistances des autochtones et des aborigènes dans leur pays a constitué un fort atout au moins dans le recouvrement de la dignité et de la force de combat des Amérindiens états-uniens. (...) Le 14 septembre 2007, l'Assemblée générale de l'ONU a enfin adopté à la majorité de 143 voix contre 4 (Etats-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) les 46 articles de la déclaration sur les droits des peuples autochtones, élargissant à la planète la reconnaissance des droits de ces peuples. (...) La déclaration affirme les droits à réparation et à l'autodétermination pour les 370 millions d'autochtones dans le monde.

Il nous incombe de rappeler que, quel que soit ici et là sur le territoire dit « états-unien » le statut des nations autochtones, le système fédéral a permis qu'existent des nations dans la nation, « supérieures aux Etats » et tout à la fois parties prenantes d'un système politique fédératif. Au sein de ce système, les gouvernements tribaux de nations juridiquement souveraines forment des modèles de nations sans Etat. Cette situation est-elle durable ? On voit surgir par moments des revendications de souveraineté qui vont au-delà du modèle « sans Etat », avec lequel n'est pas forcément compatible l'existence de « police des réserves », ni même celle de gouvernements tribaux dont les pratiques, très éloignées des politiques traditionnelles, mettent souvent en danger la revendication d'authenticité intimement liée à la résistance indienne.